

Et si l'avenir s'échappait...

Louise Vandelac

Numéro 315, printemps 2017

Avancez en arrière! Quand le progrès tourne à la catastrophe

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/84904ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Vandelac, L. (2017). Et si l'avenir s'échappait.... *Liberté*, (315), 23–27.

Louise Vandelac

Et si l'avenir s'échappait...

Savoir lire le monde et savoir être lu par lui.

Catastrophe! Menaces et cris d'horreur! Conscience vive du basculement. Généralement... trop tard.

On savait, mais on refusait d'y croire, pour paraphraser l'auteur du *Catastrophisme éclairé*, le philosophe Jean-Pierre Dupuy. Comme si la multiplication des données et des modélisations les plus sophistiquées relevait des

prophéties de Cassandre. On sait. Ou plutôt, distraits par nos vies affolées, on prétend savoir. Demain, peut-être, on verra...

Comment imaginer la vis sans fin des dérèglements qui, à l'échelle du globe, barbouillent l'horizon? Et comment réaliser que c'est à la fois le corps de la planète, le corps humain, le corps social et le corps de la pensée qui sont en jeu? Cela est d'autant plus difficile qu'on interprète encore la multiplication et l'aggravation des événements majeurs – ouragans, pluies diluviennes, inondations, tremblements de terre, chaleurs extrêmes, sécheresses, incendies ou froids polaires – comme autant de symptômes passagers, à gérer en se confinant dans l'univers gestionnaire de fragmentation de la pensée, des pouvoirs et des compétences qui a contribué à les créer. Ainsi, quand les grandes marées déchiquent les côtes françaises et emportent des falaises et que la mer de Gaspésie arrache de grands lambeaux de route, ces événements s'inscrivent dans la liste des désastres, dont les dommages, de 2000 à 2012, ont dépassé 1,7 trillion de dollars, ont affecté 2,9 milliards de personnes et en ont tué 1,2 million.

Érosion du corps de la planète

Ces événements annoncent déjà les symptômes des grands dérèglements biogéochimiques, qui, à l'échelle du globe, s'amplifient avec l'augmentation continue du CO₂, les risques de libération du méthane, 25 fois plus puissant encore, l'acidification des océans, la fonte accélérée des glaciers sur les

continents et celle des banquises et du pergélisol aux pôles, la modification des grands courants marins, l'élévation continue du niveau des mers, l'érosion des côtes et l'enneigement annoncé de milliers d'îles et de villes côtières.

À cela s'ajoute la mise en péril des deux tiers des capacités de support des écosystèmes, compromettant la régulation et la purification de l'air et de l'eau, la production d'énergie et d'aliments, la pollinisation et la dispersion des semences, trop empressés que nous sommes de détruire et de polluer les habitats pour exploiter les hydrocarbures, les forêts, les mines et d'étendre l'agro-industrie, le commerce et les villes alors qu'on peut faire autrement. Ainsi, depuis quarante ans, l'effectif des populations de vertébrés a chuté de plus de moitié. Les populations mondiales de poissons, d'oiseaux, de mammifères, d'amphibiens et de reptiles ont décliné de 58%, et celles des espèces sauvages pourraient atteindre 67% d'ici 2020, selon le Fonds mondial pour la nature. Au rythme actuel, les 150 millions de tonnes métriques de déchets de plastique, produits du pétrole et de plastifiants toxiques, qui, dispersés dans les mers et les océans, contaminent les espèces, atteindront, en 2050, les 850 millions de tonnes métriques, dépassant alors, selon un document du Forum économique mondial, les 812 millions de tonnes métriques de poissons...

Fascinés par l'essor de l'industrialisation et emportés par l'élan des trente glorieuses, nous avons donc réussi le triple tour de force d'imposer aux systèmes naturels un fardeau qui dépasse d'une fois et demie les capacités de la biosphère; d'amorcer la sixième grande extinction de la planète et d'inaugurer une nouvelle ère géologique : l'Anthropocène.

Les yeux rivés dans le rétroviseur, nous commençons à peine à constater l'ampleur des dégâts, et nous imaginons encore bien mal l'incroyable maelström qui monte à l'horizon! Comment alors se désengluer des vieux schémas de production-consommation centrés sur l'absurde croissance infinie, auto-instituée en quasi-finalité et guidée par cette boussole du PIB ayant littéralement perdu le nord? Aveugles aux enjeux inconscients qui traversent l'époque, nous nous épivardons entre urgences, distractions et fantasmes, alors que le temps s'esquive, bégaie et fait d'étonnants saltos

arrière. Or le temps nous est compté et risque de manquer pour remonter aux racines de ce présent menacé et pour y trouver des voies de passage vers ce futur si incertain.

On préférerait certes se bercer dans l'illusion que le corps vivant de la planète, le corps humain, le corps social et celui de la pensée, si intimement liés, constituent encore les socles immuables de l'aventure commune, comme si, après avoir allègrement carburé aux énergies fossiles, surexploité un monde bêtement réduit à des ressources, multiplié les marchés et les bricolages inconsidérés des sources vitales, au point de laisser les deux tiers des semences du monde à trois multinationales; comme si, après avoir compromis les conditions de régénération des êtres et des milieux de vie, nous espérons que ces corps si mal aimés s'avèrent d'une résilience infinie, qui nous permettrait de rebondir éternellement...

Or, désormais, plus rien n'est garanti : ni la sécurité biologique de la planète, ni la nôtre, ni la permanence du corps humain, qui, à travers le flot des générations, nous permet de naître à nous-mêmes et de concevoir l'Autre, de penser le monde, de l'habiter collectivement et d'imaginer l'avenir.

Au-delà des petits gestes rassurants, nous n'avons donc plus le choix de mesurer l'ampleur et la complexité des enjeux, d'en décoder les mécanismes, d'en dénouer les logiques afin de tenter d'y échapper... avant l'effondrement. Bien que present, dès 1998, par le philosophe des sciences Pierre Thuillier dans *La grande implosion*, puis documenté dans *Collapse* de Jared Diamond et plus récemment dans *Comment tout peut s'effondrer*, de Servigne et Stevens, l'effondrement n'est pourtant pas une fatalité.

Au-delà de ses manifestations les plus apparentes, rappelle l'économiste mexicain Enrique Leff, « la question environnementale est une crise de la pensée et de l'entendement, de l'ontologie et de l'épistémologie au moyen desquelles la civilisation occidentale a compris l'être, les étants et les choses ». Bien plus qu'un problème écologique, c'est « une crise de la rationalité scientifique et technologique par le biais de laquelle on a dominé la nature et "économisé" le monde moderne », poursuit-il. « C'est une crise des relations et interdépendances entre les processus matériels et symboliques, naturels et technologiques », souligne ce penseur latino-américain dans *Écologie & Politique*.

Érosion du corps social et politique

En dépit de l'inquiétude sourde et diffuse devant ce qui advient, plusieurs sociétés, parmi les plus riches et les plus

voraces, accélèrent encore le pas ! Par ignorance, aveuglement idéologique, cupidité, dysfonctionnements institutionnels ? Avides et soumis, certains gouvernements tentent encore, sous de fallacieux prétextes économiques, de privilégier les exploitants d'hydrocarbures les plus sales, au détriment de l'incontournable transition énergétique et de la protection de l'environnement et de la santé, au risque de tous y perdre la tête, l'air, les eaux et le climat...

L'exemple le plus éloquent de fuite en avant nous est donné, depuis des mois, par l'élection américaine. Les discours incendiaires de Trump galvanisant le populisme de droite, ses mensonges en série et ses menaces aux acquis sociaux, à l'environnement, aux institutions et à la diplomatie, tout comme son art de diviser les États-Unis en deux camps et de multiplier, sans aucune gêne, les conflits d'intérêts entre ses affaires, celles de sa famille et celles de l'État, tiennent de la caricature, voire de l'absurde.

Quant à ses nominations aux postes clés de l'administration américaine, de climatosceptiques, de farouches opposants à la réglementation, allant du président d'Exxon, de généraux et de lobbyistes de l'ultra droite, cet aréopage réunit dix-sept ultra-riches dont la fortune dépasse celle des 43 millions de ménages américains les moins riches, autre grossière « trumperie » de celui qui a tant dénoncé les élites. Ces nominations annoncent un redoutable agenda énergétique et politique

menaçant les acquis du Plan énergie propre et de l'Accord de Paris. Avec l'arrivée au pouvoir de Trump, craignait Paul Krugman, prix de la banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel, les changements climatiques risquent de devenir une catastrophe plus grande encore. Comment en effet modifier à temps la trajectoire et les instruments de navigation de cette économie titannique alors que les républicains ont tout raflé : la présidence, la majorité au Congrès, au Sénat, sans oublier les nominations à la Cour suprême ?

Ce *grand bond en arrière*, visant à détruire l'héritage politique d'Obama, laisse entrevoir une nouvelle « stratégie du choc », pour paraphraser Naomi Klein. Comme si l'amplification des crises emmêlées du climat, de la biodiversité et des événements extrêmes et les destructions, prédatons, déplacements de populations annonçaient à travers ces nouvelles configurations géo-éco-politico-climatiques de nouvelles opportunités d'affaires, sources de paradoxale croissance économique qu'on aura peut-être le culot, qui sait, de qualifier de durable. Bref, par déferlantes et cercles vicieux successifs, on risque d'aggraver les crises et d'exacerber la faim et l'insécurité des 65 millions de réfugiés et de déplacés en 2016, qui, en



majorité, massés dans des camps ou refoulés aux frontières, servent d'alibi à la montée des populismes et aux politiques de droite, rarement très soucieuses d'environnement...

Érosion de la pensée

Ce schéma s'inscrit parfaitement dans les courants les plus conservateurs, inspirés, notamment, par Ayn Rand, « la déesse du marché », dont la tombe était, à sa demande, recouverte d'un montage floral en forme de dollar, rappelle la philosophe Nicole Morgan, dans *Haine froide*. Ayn Rand, philosophe, dont les romans best-sellers furent adulés par les *boys* de l'École de Chicago comme par le Tea Party, considérait évidemment l'individu comme égoïste et calculateur, à la recherche du maximum de plaisir. Mais, souligne Morgan dans *Lagora*, Ayn Rand a surtout créé « l'idéal du héros entrepreneur, créateur de richesses dont la mission était de détruire un ennemi décadent et poussif : l'État qui, devenu providence, supportait ceux qu'elle fustigeait comme étant parasites ». Incarnation parfaite de ce héros entrepreneur, Donald Trump n'a eu de cesse de fustiger ces prétendus parasites, au point de faire craindre désormais la prégnance de telles représentations dans l'imaginaire américain, surtout si on interprète la victoire de Trump comme la « généralisation d'un schéma sadomasochiste », essence même du fascisme selon Erich Fromm, comme le suggérait Dominique Trudel dans *Le Devoir*. Ainsi, du côté masochiste, écrit Trudel, l'adoption d'une posture imaginaire de victime évite aux individus la responsabilité d'être eux-mêmes et d'exercer leur jugement en se soumettant à un leader « tout-puissant » dont le programme se résume au slogan « *Trust me* ». Et ce leader, en désignant les cibles – élites, minorités, immigrants –, amplifie les penchants sadiques d'un tel schéma sadomasochiste.

Tirer des leçons des catastrophes ?

Bien que ces élections américaines aient été couvertes comme un grand cirque médiatique par des journalistes parfois affolés et parfois friands des bouffonneries de Trump, la suite risque de ne pas être « juste pour rire ». Certes, dans le moulin médiatique à tout banaliser, pour reprendre Amin Maalouf, la plupart des mots s'envolent, mais d'autres, lourds de sens et de sang, s'accrochent à la mémoire.

Comment ignorer le rôle de ces mots-assassins comme « ces vies qui ne valaient pas la peine d'être vécues » du régime nazi. Ces mots-catastrophes, qu'on ne voit jamais venir, jouent souvent un rôle-clé dans la rhétorique des trajectoires singulières de ceux dont les désirs de toute-puissance s'imposent d'abord en pénétrant l'inconscient et en modelant les schémas mentaux. Ces mots de la Shoah d'Hitler, lourds de 6 millions de cadavres, mais aussi des 50 à 60 millions de morts de la Seconde Guerre mondiale, et ceux des purges et du Goulag de Staline, lourds de 25 millions de victimes, et ceux du « Grand bond en avant » de Mao, lourds de 36 millions d'effacés, et ce, c'est sans compter

ceux des guerres, des conflits et des génocides où l'Autre est d'abord qualifié de vermine avant d'être littéralement rayé. Comment aurait-on pu prévoir ?

Il faut prendre certains mots au sérieux quand les cendres d'Hiroshima et de Nagasaki interrogent encore nos prétentions de maîtrise technoscientifique et que les cendres chaudes d'Alep témoignent de l'impuissance des institutions internationales. Or, quand la crise écologique, la raréfaction des ressources et l'élargissement des écarts, voire des gouffres socio-économiques, augmentent les risques de tensions, de dérapages et de conflits, comment ignorer l'indécence des budgets militaires et l'incontournable question nucléaire, celle des arsenaux, d'abord, aux mains d'une dizaine de chefs

Il faut prendre certains mots au sérieux quand les cendres d'Hiroshima et de Nagasaki interrogent encore nos prétentions de maîtrise technoscientifique et que les cendres chaudes d'Alep témoignent de l'impuissance des institutions internationales.

d'État, risquant de tout transformer en écocide, puis celle du vieillissant nucléaire civil, dont Tchernobyl et Fukushima rappellent la fragilité ?

Depuis 1945, les raisons d'interroger nos bien étranges conceptions de la rationalité, du sacré, du bien commun et de la responsabilité à l'égard des générations futures n'ont pas manqué. Et cela, sans évoquer ni les 800 millions d'affamés d'une production alimentaire dépassant les besoins mondiaux, ni mentionner les 1,2 milliard de personnes privées d'eau potable en quantité et en qualité suffisantes, ni les 2,1 milliards d'individus sans installations sanitaires de base... ni les 4 à 7 millions d'enfants de moins de cinq ans qui, chaque année, meurent de malnutrition et de maladies parfaitement évitables... Scandaleux double standard, dont la simple évocation, paradoxalement, agace.

Évidemment, nous ne pouvons effacer d'un coup de baguette magique ces balafres sur la conscience, ni stopper

le cannibalisme du marché de nos sociétés énergivores, ni freiner les effets combinés des spirales du climat, de la biodiversité et des événements majeurs sur la montée en puissance de la crise écologique et des coûts astronomiques de notre procrastination. Certes, nous pouvons déjà modifier nos perspectives, nous inspirer du biomimétisme, repenser dans l'action les stratégies de transition, les cycles agriculture-agroalimentaire-alimentation, l'économie circulaire, nous pouvons inventer des processus de production propre, revoir l'écologie urbaine et industrielle, revisiter nos conceptions de la sécurité et du progrès, pour ne mentionner ici qu'un centième des chantiers à construire ou déjà en marche. Mais comme une élection peut tout freiner ou tout éroder, il faut qu'outre l'indispensable attention aux politiques publiques, on puisse aussi identifier les facteurs et les acteurs contribuant à faire flamber la crise écologique. Tout comme on épingle désormais les amateurs de paradis fiscaux, il importe de se doter d'outils politiques et juridiques permettant d'imputer les responsabilités, une étape essentielle pour assurer un possible futur aux générations qui suivent.

Rappelons-nous comment, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, l'impératif d'une Déclaration des droits de l'Homme, pivot d'une série d'outils politiques, économiques et juridiques internationaux et nationaux, s'est imposé. Or, la gravité des bouleversements annoncés exige un renouvellement des outils internationaux et nationaux. En ce sens, la *Déclaration des droits de l'Humanité et des générations futures*, préparée par Corinne Lepage, ex-ministre française de l'Environnement et ex-euro députée, que le président français a présentée en mars 2016 au secrétaire général des Nations unies, ouvre d'intéressantes perspectives, tout comme les efforts visant par ailleurs à faire reconnaître au plan international les crimes d'écocide et les crimes contre la santé.

L'érosion du corps et de la santé humaine

Ces questions sont d'autant plus pressantes que dans un monde où les deux tiers des « services » rendus par les écosystèmes sont compromis, on ne peut s'étonner de voir la santé humaine s'étioler également, comme le souligne la revue médicale *The Lancet*. Une fois encore, nous le savons. Nous avons tous des parents ou des amis qui souffrent de maladies chroniques, principale cause mondiale, selon l'Organisation mondiale de la santé, de morbidité et de mortalité : diabète, cancer, problèmes cardiaques, troubles respiratoires, Alzheimer, Parkinson, troubles de la fertilité ou du spectre de l'autisme. On estime qu'un homme sur deux et qu'une femme sur trois en Amérique du Nord auront un cancer au cours de leur vie, ce qui ne relève pas seulement de la grande loterie.

Parmi les principaux facteurs de cette « épidémie de maladies chroniques » et de la flambée des coûts des systèmes médico-hospitaliers, souligne André Cicoella, notons les impacts des perturbateurs endocriniens présents dans plus de mille substances chimiques (pesticides, plastifiants,

retardateurs de flammes notamment), auxquelles nous sommes exposés via l'alimentation, l'air et les objets de la vie quotidienne. Effets boomerang de certaines substances chimiques hâtivement mises en marché, insuffisamment évaluées et s'avérant d'une complexité insoupçonnée, ces molécules interférant avec le système endocrinien sont associées à la hausse des cancers hormonaux dépendants (seins, prostate, testicules), à l'érosion du système immunitaire, à des difficultés de reproduction, à la baisse des capacités cognitives et à des problèmes neurocomportementaux (troubles du spectre autistiques, hyperactivité et troubles de l'attention).

En 2015, une série d'études d'une vingtaine de chercheurs américains et européens mettait en évidence que la part des maladies et troubles chroniques (obésité, diabète, troubles de la fertilité et troubles neuro-comportementaux) attribuables à certains des principaux perturbateurs endocriniens, et cela en excluant les cancers hormonaux dépendants, coûte à l'Union européenne entre 157 et 270 milliards d'euros par an, soit de 1,23 % à 2 % du produit intérieur brut européen. En tête de liste, figurent les coûts annuels directs (soins, traitements médicaux, etc.) et indirects (perte de productivité, absentéisme, etc.) des troubles et des maladies attribuables aux pesticides organophosphorés et organochlorés, coûts estimés à 120 milliards d'euros, auxquels s'ajoutent les 26 milliards d'euros attribuables aux plastifiants (bisphénol A et phtalates) et les 10 milliards d'euros liés aux retardateurs de flamme bromés.

Les plus lourds impacts économiques, soit 132 milliards d'euros par an, sont liés aux effets des perturbateurs endocriniens sur la baisse des capacités cognitives de la population et aux maladies neuro-développementales qui montent en flèche. S'ajoute à ce tableau la baisse de fertilité masculine, avec un déclin du nombre et de la qualité des spermatozoïdes de 1 % à 2 % par année, dans les pays européens et nord-américains, où la consistance des données permet de le confirmer, tendances observées depuis plus de trente ans, et qui font craindre d'éventuelles pannes reproductives...

La gravité de ces enjeux et les coûts humains et sociaux exorbitants associés aux substances incriminées devraient imposer d'évidence leur analyse approfondie, celle de leurs effets cocktails, voire le retrait du marché des plus nocifs, et la révision en profondeur des dispositifs d'évaluation scientifique. Paradoxalement, en Amérique du Nord, contrairement à l'Europe, le principe de précaution est rarement appliqué et le fardeau de la preuve de la nocivité repose encore sur le consommateur. Or, cela conduit souvent, comme on l'a vu dans les dossiers de la cigarette et de l'amiante, à traiter les citoyens comme cobayes involontaires de firmes passées expertes dans « l'industrie du doute », pour faire prévaloir pendant des décennies leurs marchés sur la santé publique.

L'érosion des équilibres hommes-femmes

Si, au plan environnemental, on décrypte maintenant assez bien les effets en cascades de certaines orientations

économiques, politiques et idéologiques sur les équilibres vitaux, on semble encore ignorer les impacts de telles orientations sur les équilibres humains et sociaux, et notamment sur les équilibres hommes-femmes.

Ainsi, selon les données de la Banque mondiale de 2013, quelque 122 millions de femmes manqueraient à l'appel dans le monde, soit deux fois la population de la France, quatre fois celle du Canada, quinze fois celle du Québec. La Chine et l'Inde seraient responsables de 76 % du « déficit mondial de femmes ». La Chine, qui compte plus du tiers de la population mondiale, aurait un déficit 50 millions de femmes et l'Inde, de 43 millions, les autres pays comptant pour 24 % du déficit global. En moins de cinquante ans, cet inconcevable féminicide aurait fait deux fois plus de victimes que la Seconde Guerre mondiale et plus que tous les génocides du xx^e siècle.

Ce féminicide serait le fruit d'avortements sélectifs à la suite du diagnostic prénatal, d'infanticides de bébés, de graves négligences des fillettes et de mortalités dites « excédentaires » des filles et des femmes qui, sans ressources et sans pouvoir, sont les premières victimes des guerres, famines, épidémies et privations en tous genres. Il y a certes des éléments contextuels à de telles pratiques, qu'il serait trop long d'explicitier ici et ce qui ne les justifie pas pour autant.

Comment pourrait-on imaginer un silence aussi assourdissant si un tel déficit provoqué de fœtus surtout, mais aussi de bébés, ou indirectement induit d'enfants et d'adultes était non pas fonction du sexe mais de la nationalité, de l'origine ethnique ou de la religion... Depuis cinquante ans ! Au moment où le regard de certaines sociétés était rivé sur la « libération des femmes », d'autres, manifestement, « se sont libérées d'une partie des femmes », comme si ces sociétés ne réalisaient pas les effets rebonds de tels déséquilibres hommes-femmes sur la hausse des risques de violences socio-politiques et sexuelles et sur les représentations de l'engendrement.

Comment, par exemple, éviter que cet « excédent » de 122 millions d'hommes ne favorise davantage encore l'essor de sociétés androcentristes et la montée des intégrismes religieux misogynes ? Comment éviter que ces déséquilibres ne favorisent une exploitation plus sauvage encore de la sexualité, voire une emprise accrue des mafias sur le trafic humain et les marchés du sexe ?

Comment ignorer que l'annulation de ces dizaines de millions de vies broie et lamine la conception même des êtres humains dans le double sens d'advenir au monde et à la pensée ? Aurions-nous plus de facilité à réaliser les effets rebonds de certains modes d'exploitation, de production et d'innovations sur les écosystèmes de la planète que sur la conception des êtres et des générations ? Aurions-nous oublié qu'une espèce se définit notamment par sa façon de se reproduire ?

L'engendrement, rappelle le philosophe Dany-Robert Dufour, se noue au cœur de la différence des sexes et des générations, abscisse et ordonnée, tissant la trame de nos sociétés. Et l'enfantement, ancré dans la chair et dans le verbe, permettant aux enfants, d'abord à travers le regard de la mère, de lire le monde et d'être lu par lui, pour reprendre les mots de Suzanne Jacob, faisant de la naissance d'un nouvel être, unique et insubstituable, un acte partagé de mise au monde, de mise en scène et de mise en sens.

Or, quand l'engendrement est déjà en partie transformé en production sérielle, marchande et technicisée, de vivant humain, par le biais des technologies de reproduction et du commerce des gamètes et de l'enfantement, comment taire que son éclatement techniciste, dans un contexte de déséquilibres massifs et d'outils techniques d'une puissance incomparable, puisse éventuellement servir, à l'autre bout du spectre, aux courants post-humanistes, souhaitant remodeler l'espèce humaine sous le fallacieux alibi de « l'améliorer » ?

Comment éviter dès maintenant la réification et l'instrumentalisation accrue de la conception des enfants, voire la multiplication, comme en Inde, des « couvoirs de mères porteuses », où des mères, confinées durant toute leur grossesse dans des centres « spécialisés », enfantent entre « esclavage économique » et « servitude volontaire » au profit de riches couples ? Comment ne pas revoir en filigrane les images de *Lebensborn* de l'Allemagne nazie ?

Certes l'histoire bégaie, mais se répète rarement. Mais, au plan métaphorique, comment ne pas entrevoir l'étrange réminiscence de fantasmes d'absolue maîtrise des êtres, des populations et du monde ? Et comment alors ignorer l'urgence de redonner pleinement sens aux liens si profonds et si intimes, liant dans toute leur complexité et toute leur altérité le corps humain, le corps social, le corps de la pensée et le corps de la planète ?

Nous avons le choix, celui du *Dernier homme* de Mary Shelley, celui de *L'obsolescence de l'homme* de Günther Anders, ou ce fameux « Pourquoi le futur n'a pas besoin de nous » du célèbre informaticien Bill Joy... À moins de prendre la vie à bras le corps en mordant, comme le faisait Miron, dans ces vers de *L'homme rapaillé* :

C'est mon affaire
La terre et moi
Flanc contre flanc

Je prends sur moi
de ne pas mourir **L**



♦ Louise Vandelac est professeure titulaire à l'Institut des sciences de l'environnement et au département de sociologie de l'UQAM.